

The background features several overlapping circles of varying sizes, some solid and some outlined. A teal-colored rectangle is positioned in the upper left, containing the main title and date. The title 'L'économie sociale en témoignages' is written in a bold, black, sans-serif font. The date 'Février 2009' is in a smaller, black, sans-serif font.

# L'économie sociale en témoignages

Février 2009

---

Créé par le Réseau canadien de DÉC

# Remerciements

L'économie sociale en témoignages est un projet élaboré par le RCDÉC en partenariat avec le Centre canadien d'économie sociale, grâce au financement du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSHC). Nous tenons à remercier les stagiaires suivants du programme *CréeAction* pour leurs interviews sur lesquelles notre collection de témoignages est fondée : Emily Reid-Musson, Lorien Chilton, Jesse Hajer, Elizabeth Morrison, Dini Silveira et Upma Rai. Nous tenons également à remercier toutes les personnes qui ont bien voulu participer à ces interviews, qui ont apporté leur soutien à ce projet et qui représentent une source d'inspiration pour l'économie sociale. Merci aussi à toutes celles et tous ceux qui ont contribué à la publication de ces témoignages, dont Rupert Downing, Matthew Thompson, Nicole Chaland, Erin Brocklebank et Joel Legassie.



Social Sciences and Humanities  
Research Council of Canada

Conseil de recherches en  
sciences humaines du Canada

Canada

# Table des Matières

---

L'ÉCONOMIE SOCIALE EN TÉMOIGNAGES, LE PROJET.....2

UNE MÉTHODE QUI TRANSFORME LE MONDE  
avec Greg MacLeod.....3

DÉCOUVRIR VOTRE PASSION INTÉRIEURE  
avec Stephen Ameyaw.....5

BYTE : MORDRE L'ÉCONOMIE SOCIALE À PLEINES DENTS  
avec Rachel Parks.....7

L'ÉCONOMIE SOCIALE, UNE MOSAÏQUE COMPLEXE  
avec Pascale Lavoie-Scott.....9

LA COMMUNICATION : L'ÂME CACHÉE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE  
avec Silver Donald Cameron.....11

L'ACCUMULATION DE PETITES RÉUSSITES  
avec Jim Silver.....13

MARCHER DE FAÇON AUTONOME  
avec Roberto Lay.....15

# L'économie sociale en témoignages, le projet

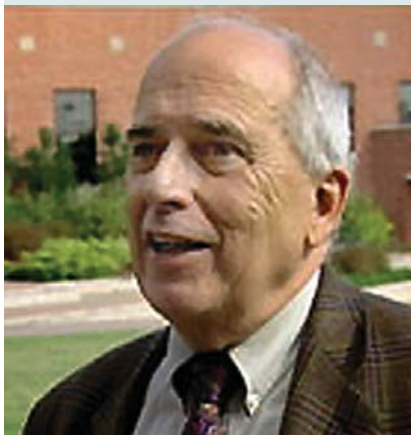
---

L'économie sociale est constituée d'organismes de la société civile qui prennent des mesures économiques pour lutter contre les problèmes sociaux. Ces mesures visent à créer l'égalité sociale et économique ainsi que des opportunités pour les personnes et les communautés les plus marginalisées dans notre économie actuelle. Les coopératives, les caisses populaires et les organismes communautaires font tous partie de l'économie sociale. Allier les objectifs sociaux et économiques, cette démarche qui prend racine dans le monde entier est un moyen de remplacer la dépendance et l'exclusion par l'autodétermination et l'autosuffisance. Le RCDÉC est membre du RIPESS (Réseau intercontinental d'économie sociale et solidaire), un mouvement international de promotion de l'économie sociale et solidaire comme moyen de sortir de la pauvreté et de l'inégalité. Au Canada, le RCDÉC et son organisme partenaire au Québec (le Chantier de l'économie sociale) ont défendu avec vigueur l'investissement dans un programme de recherche nationale de grande envergure qui démontrerait l'impact et le potentiel de l'économie sociale et généraliserait la compréhension de cette approche. Ce projet a donné naissance au Centre canadien d'économie sociale grâce au financement du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada. Ce programme est codirigé par le RCDÉC et le BC Institute for Cooperative Studies de l'Université de Victoria et comprend plusieurs centaines de partenaires de recherche et de projets à travers le Canada.

Les témoignages publiés sur la page Web de l'économie sociale entendent partager les perspectives des praticiennes et des praticiens sur la signification de l'économie sociale et son impact sur leurs communautés. La première phase du projet a permis de recueillir sept témoignages rédigés par les stagiaires du projet *CréeAction* du RCDÉC, basés sur des interviews menées avec des praticiennes et des praticiens en économie sociale au Canada. Ces « témoignages » saisissent l'aspect humain du secteur et témoignent de l'économie sociale comme un véritable mouvement qui, au Canada et dans le monde entier, s'attaque aux enjeux sociaux, économiques et environnementaux actuels par des moyens intégrés et novateurs.

Le RCDÉC a l'intention de développer une seconde phase à ce projet qui se concentrera sur la façon dont l'économie sociale crée un mouvement de solidarité au sein du pays (p. ex. entre les organismes à but non lucratif, les organismes de DÉC, les caisses populaires) et sur l'inspiration qui en découle et qui influence les praticiennes et les praticiens dans leur travail.

# Une méthode qui transforme le monde avec Greg MacLeod



Greg MacLeod, pionnier du développement économique communautaire, est le directeur du Tompkins Institute for Human Values & Technology au Cap-Breton en Nouvelle-Écosse. Le Tompkins Institute s'est spécialisé dans la recherche en développement communautaire dès 1974. Il étudie les effets des changements technologiques au Cap-Breton et dans le reste du pays. L'institut crée des ponts entre l'université et la communauté. C'est un véritable « incubateur » de modèles alternatifs et novateurs en matière d'économie sociale. Greg est également le président fondateur de New Dawn Enterprises, la plus ancienne entreprise de développement communautaire au Canada, ainsi qu'un membre fondateur du RC-DÉC. Plus récemment, Greg a mis sur pied le BCA Community Venture Finance Group, une société d'investissement communautaire.

« Le problème avec l'économie mondiale est qu'elle appartient à des propriétaires non occupants. C'est pourquoi nous nous concentrons sur des marchés contrôlés localement, ce que j'appelle le développement axé sur les collectivités. Actuellement, le monde est gouverné par l'avidité et la concurrence, les riches s'enrichissent sur le dos des pauvres. L'économie sociale réduit l'écart entre les riches et les pauvres. »

« Une méthode qui transforme le monde », c'est ainsi que Greg MacLeod explique de façon simple et néanmoins percutante sa propre vision de l'économie sociale. Planter des valeurs démocratiques, de coopération et de responsabilité dans le cadre stratégique des entreprises locales est, d'après Greg, le moyen pour les collectivités de jouer le rôle de catalyseur. Ainsi elles transforment notre monde d'un endroit voué à une « course vers le bas » en « un monde où toute personne a un emploi et mène une vie abondante et comblée à tous les niveaux (matériel, culturel et spirituel) ».

Chef de file respecté du développement économique communautaire, Greg est entrepreneur et auteur. Il est impliqué en DÉC depuis plus de trente ans. Ses accomplissements sont fondés sur la tradition de l'économie sociale qui a débuté dans les Maritimes dans les années 20 avec le mouvement Antigonish, mené par le père Moses Coady. Le père Coady fonde

l'Extension Department à l'Université Saint-François-Xavier afin de lutter contre la pauvreté et le chômage galopant, résultats de dizaines d'années de déclin économique dans le domaine de la pêche, de l'agriculture et des mines dans l'Est de la Nouvelle-Écosse. Le père Coady trouve, alors, un partenaire idéal, le père Jimmy Tompkins, fondateur de la première bibliothèque régionale de Nouvelle-Écosse ainsi que de la première caisse populaire de la province. Les deux prêtres ont élaboré une approche visionnaire et pragmatique qui combine l'éducation aux adultes avec le développement et le financement de l'entreprise coopérative.

M. MacLeod, lui aussi prêtre et instructeur, continue à porter l'héritage des pères Coady et Tompkins à travers sa vision fascinante d'une vie communautaire autonome. L'économie sociale et ses valeurs démocratiques forment, pour Greg MacLeod, les fondements sociaux qui permettent au bien-être culturel et spirituel de s'épanouir. Il croit que l'économie sociale transformera l'économie de marché, sans pour cela devenir une simple prolongation de cette-dernière.

« Le problème avec l'économie mondiale est qu'elle appartient à des propriétaires non occupants », explique-t-il, « c'est pourquoi nous nous concentrons sur des marchés contrôlés localement, ce que j'appelle le développement axé sur les collectivités. Actuellement, le monde est gouverné par l'avidité et la concurrence, les riches s'enrichissent sur le dos des pauvres. L'économie sociale réduit l'écart entre les riches et les pauvres ».

Greg sait de quoi il parle. Pendant plus de trente ans, il a créé et géré une

*« Nous créons des emplois et nous améliorons des vies et j'aime ça. Je pense que la personne qui donne profite et grandit autant que la personne qui reçoit. »*

grande diversité d'entreprises communautaires avec New Dawn Enterprises, une société de développement communautaire multifonctionnelle dont les actifs dépassent plus de 15 millions de dollars, qui emploie 175 personnes et dont les services atteignent jusqu'à 600 personnes par jour. Ces chiffres démontrent l'étendue réelle de l'impact de l'économie sociale dans la communauté de Sydney, Nouvelle-Écosse, et confirment les convictions qui ont initiées et alimentées le travail de Greg. En outre, il note, également, les effets positifs de son travail sur lui-même.

« Nous créons des emplois et nous améliorons des vies et j'aime ça. Je pense que la personne qui donne profite et grandit autant que la personne qui reçoit ».

Ceci encourage fortement à joindre le mouvement de l'économie sociale, particulièrement pour les personnes qui recherchent un emploi qui les satisfasse réellement.

Même si Greg apprécie la valeur découlant du rassemblement de personnes issues de différents milieux, il reconnaît que mettre en place cette coopération est une tâche difficile qui demande un effort de collaboration considérable.

« Notre stratégie est de recruter des personnes localement qui s'entendent bien entre elles et qui sont moralement dévouées à leur collectivité. Si elles ne s'entendent pas, le projet est voué à l'échec. »

Ceci décrit bien un des enjeux auquel le développement de l'économie sociale est confronté, dans un monde, qui sous l'influence du développement économique conventionnel, est devenu de plus en plus individualiste et concurrentiel.

Cependant, Greg travaille fort contre ses tendances. Il a aidé à collecter plus de 2 millions de dollars

destinés à l'investissement communautaire par le biais du BCA Community Venture Finance Group. Bien que cette croissance économique soit très satisfaisante, Greg nous rappelle que les avantages de l'économie sociale ne se résument pas uniquement à l'apport financier.

« Les avantages pour les communautés ne sont pas seulement matériels. Les liens créés en termes de relations amicales et de création de communautés et l'émergence d'un sentiment de renouveau et de fierté sont des apports tout aussi importants. »

*Pour plus d'information sur le travail de Greg, visitez: [www.ced.ca/gregMacLeod](http://www.ced.ca/gregMacLeod). Pour visionner une interview, visitez: [www.euskosare.org/komunitateak/forokoop/video\\_blogs/entrevistas/greg\\_macleod](http://www.euskosare.org/komunitateak/forokoop/video_blogs/entrevistas/greg_macleod).*

# Découvrir votre passion intérieure avec Stephen Ameyaw



« Les communautés doivent être capable de contrôler, de planifier la vision de leurs propres avenir et de protéger et de contrôler leurs ressources. C'est seulement par l'action communautaire qu'une communauté peut enfin prendre le contrôle. »

*Stephen Ameyaw est un chercheur et un auteur prolifique en matière de statut de la femme, de développement socio-économique, de DÉC axé sur les Autochtones, de planification régionale et communautaire et de développement communautaire durable. Originaire du Ghana, il a coordonné une recherche sur son pays natal, destinée à un rapport incluant les études de six pays et intitulé *The World Experience in Community Development*. Stephen a œuvré en tant que consultant auprès d'un grand nombre d'organismes et de communautés, dont le Conseil circumpolaire inuit et plusieurs communautés autochtones. Il est membre actif du Council for the Advancement of Native Development Officers (CANDO), membre du conseil pancanadien sur les politiques du RCDEEC et attaché de recherche au Centre for Sustainable Community Development (CSCD) de l'Université Simon Fraser. Stephen détient un doctorat en planification régionale et développement des ressources de l'Université de Waterloo ; il a enseigné à l'Université Simon Fraser, à l'Université de Calgary, à l'Institut de technologie de la vallée de la Nicola, aux Collèges de l'Arctique du Rankin Inlet, d'Arviat et d'Iqaluit, ainsi que dans plusieurs collèges autochtones.*

« J'étais fou de rage ! », dit-il en plaisantant, « je me sentais tellement démuni ». Au Ghana, les femmes sont, traditionnellement, responsables de tous les travaux ménagers, mais avec quatre garçons et aucune fille, sa mère a dû mettre la participation de Stephen à contribution pendant que ses frères jouaient au soccer avec leurs amis. Stephen rit aux souvenirs de son enfance, mais il reprend vite son sérieux lorsqu'il décrit le sentiment d'isolement que lui-même et beaucoup de femmes ressentaient. L'expérience de son enfance en matière d'égalité entre les sexes a été le catalyseur initial de ses recherches en autonomisation des femmes et a enflammé sa passion intérieure pour la justice, l'égalité, la durabilité,

l'inclusion et la participation.

Aujourd'hui, la colère de Stephen alimente son engagement pour le changement social. Il enseigne à ses étudiantes et ses étudiants des Premières nations que chacune d'entre elles et chacun d'entre eux sont des « étincelles dans le noir ». Il les encourage à illuminer leur communauté en transformant leur propre colère et frustration en action positive.

Stephen est dévoué au développement de l'économie sociale. Il croit que cette approche peut réduire les écarts existant sur le marché économique actuel, un système qui a oublié et sous-représenté des pans entiers de la population. Même s'il admet que le système actuel est « le meilleur dont nous disposons », Stephen nous rappelle que ce système prend ses origines dans la société capitaliste structurée en classes sociales et qu'il reste, encore aujourd'hui, basé sur ce principe. En laissant les moyens de production dans les mains des nantis qui gèrent les monopoles, le cycle des inégalités continue. Par contre, l'économie sociale implique « un processus continu vers l'atteinte d'atouts, de programmes et d'entreprises sociaux et économiques de façon durable pour tous les membres de la communauté ».

Ceci représente un changement dans notre système de valeurs, un tournant de l'intérêt personnel vers l'esprit communautaire. En donnant plus de pouvoir à l'ensemble d'une communauté par le développement d'entreprises et de compétences, les citoyennes et les citoyens de cette communauté peuvent prendre en main leur propre avenir.

« Les communautés », ajoute Stephen, « doivent être capable de contrôler, de planifier la vision de

« Poursuivre le modèle de croissance conventionnelle comme base du développement s'est révélé être un échec. »

leurs propres avenir et de protéger et de contrôler leurs ressources. C'est seulement par l'action communautaire qu'une communauté peut enfin prendre le contrôle ».

L'économie sociale du Canada stimule le désir des communautés de contrôler les solutions de leurs propres enjeux sociaux, économiques et environnementaux. Stephen identifie quatre valeurs clés qui fournissent un cadre stratégique aux activités au sein de l'économie sociale : l'inclusion, la responsabilisation, l'action basée sur les connaissances et la citoyenneté active. Forts de ces valeurs, des individus, des familles, voire des quartiers entiers ont l'opportunité de s'engager activement dans la revitalisation des économies locales.

Au sein de l'économie sociale, les activités de marché ne sont pas stimulées par l'accumulation du profit. Au contraire, l'objectif est d'élaborer et de renforcer les ressources communautaires, qui ne sont ni privées ni publiques, mais qui appartiennent à la communauté. Les exemples comprennent des petites entreprises, des coopératives, des ONG et des organismes sans but lucratif. L'avenir de l'économie sociale va dépendre des activités qui encouragent la solidarité entre ces entreprises, en créant une voix collective assez puissante pour pouvoir changer les politiques.

Beaucoup d'organismes ont grandi grâce au soutien des secteurs privé et public, alors que beaucoup d'autres, au contraire, se sont développés malgré le manque de soutien financier. Finalement, selon Stephen, l'économie sociale équilibre les forces. En effet, elle comble les lacunes des services sociaux, négligés par les secteurs public et privé, tout en s'efforçant de rapprocher ces deux secteurs vers une collaboration efficace. C'est ce qu'il appelle « une économie associa-

tive », car elle utilise les coopératives et des mécanismes de soutien mutuel bénéfiques à toutes et à tous, c'est-à-dire aux entreprises communautaires, aux universités, à la société civile, au gouvernement, à l'environnement et, bien sûr, aux membres de la communauté.

Stephen affirme que le modèle de croissance économique néolibéral et la « nouvelle droite » se basent sur le principe selon lequel « si la croissance économique dure, les pauvres en profiteront automatiquement, car ils seront entraînés dans la vague d'augmentation de salaires ». Au contraire, le modèle de l'économie sociale souligne que « poursuivre le modèle de croissance conventionnelle comme base du développement s'est révélé être un échec ». Nous devons surpasser la course vers le profit et tenir compte de la dimension sociale, culturelle et spirituelle de la nature humaine.

Dès qu'il le peut Stephen Ameyaw retourne au Ghana. Pour lui, les marchés du pays restent des sources d'inspiration. « Tout le monde a sa place ; celle qui allume la passion », conclut-il.

*Pour en apprendre plus sur le travail de Stephen avec le Centre for Sustainable Community Development de l'Université Simon Fraser, visitez : [www.sfu.ca/cscd/bio/stephen\\_ameyaw.html](http://www.sfu.ca/cscd/bio/stephen_ameyaw.html).*



# BYTE : Mordre l'économie sociale à pleines dents

## avec Rachel Parks



*Rachel Parks est directrice générale de Bringing Youth Towards Equality (B.Y.T.E.), un organisme d'économie sociale créé et dirigé par des jeunes à Whitehorse, Yukon. Le travail de B.Y.T.E. s'étend aux Territoires du Nord-Ouest et à l'Alaska. L'organisme utilise les arts, les activités publiques créatives, les prestations, les forums et les camps pour aider les jeunes à développer leurs compétences, à stimuler leur confiance en soi et à se faire entendre dans leurs communautés. Rachel a rejoint B.Y.T.E. en octobre 2006. Elle est diplômée en éducation et en sciences sociales et s'y connaît très bien en études environnementales. Depuis son enfance, elle rêvait de devenir une enseignante alternative.*

« L'économie sociale travaille avec toutes les facettes de la communauté dans le but de l'améliorer. »

« Si vous tissez des liens avec un organisme d'économie sociale, vous tissez automatiquement des liens avec l'ensemble de la communauté », explique Rachel Parks. Il y a peu de temps que Rachel s'est familiarisée avec le concept de l'économie sociale, et elle s'y reconnaît déjà. Dans cette interview avec le Réseau canadien de DÉC, elle examine la façon dont son travail est en symbiose avec ce secteur émergent.

Très jeune déjà, Rachel s'intéresse beaucoup à l'éducation. Tout d'abord influencée par le corps enseignant du système public, elle s'intéresse de plus en plus aux approches alternatives d'enseignement, en travaillant dans des foyers collectifs avec des jeunes à risque. « On a plus de liberté en travaillant dans un organisme à but non lucratif plutôt que dans le système scolaire », déclare-t-elle. « On ne m'impose pas un curriculum que je dois enseigner et que je dois faire entrer dans l'esprit des étudiantes et étudiants. J'enseigne aux jeunes des sujets qu'ils

veulent réellement apprendre. »

Pour B.Y.T.E., il est important d'impliquer les jeunes dans le processus de prise de décisions et de leur donner le pouvoir de choisir eux-mêmes leurs priorités en termes de besoins. Ainsi, B.Y.T.E. implique les personnes cibles du développement dans le processus décisionnel, un principe essentiel de l'économie sociale. En s'attaquant aux besoins sociaux des jeunes au sein de ces petites communautés, ils développent des compétences en employabilité et des débouchés économiques pour la communauté dans son ensemble.

Depuis 1998, B.Y.T.E. offre une grande panoplie de programmes, partout au Yukon, dans le but d'impliquer de multiples paliers de la communauté dans le développement de la participation des jeunes dans les activités éducatives, sociales et économiques. Rachel fait un lien entre ce type d'activités et ce qu'il se passe dans l'économie sociale, « l'économie sociale travaille avec toutes les facettes de la communauté dans le but de l'améliorer ». Avec ses camps d'actions communautaires, le personnel de B.Y.T.E. tisse des liens avec les travailleuses et travailleurs communautaires auprès des jeunes, avec les membres des Premières nations, avec les intervenantes et les intervenants de la communauté et, avant tout, avec les jeunes eux-mêmes, pour déceler et comprendre les préoccupations de ces-derniers et ce qu'ils souhaitent apprendre.

Rachel se rappelle d'un camp d'actions communautaires dans une petite ville où les jeunes n'utilisaient pas le centre des jeunes ou les autres ressources communautaires. Mais,

*« Je ne pense pas que l'homme de la rue ou encore monsieur ou madame Tout-le-monde connaissent l'économie sociale. Mais, est-ce qu'elle a une incidence sur ces personnes ? Oui. »*

ces jeunes consommaient beaucoup d'alcool et n'étaient, en général, pas impliqués dans le reste de leur communauté. B.Y.T.E. les a rassemblés et a organisé un atelier qui se concentrait sur la façon de s'attaquer aux problèmes qu'ils rencontraient. Au terme de cet atelier, il est ressorti que « ces jeunes souhaitaient un programme d'apprentissage en soudure. On a donc impliqué Compétences Canada, qui a accepté de financer le projet », raconte Rachel. Ces jeunes ne sont pas seulement impliqués dans leur communauté, mais ont aussi développé leurs compétences professionnelles et un programme qui peut être utilisé par les jeunes et les adultes dans le futur.

Rachel considère que la participation des jeunes dans le développement durable, social et économique du Yukon est indispensable. Un des plus grands problèmes auquel sont confrontées les communautés locales est l'exode rural des jeunes vers les centres urbains situés hors du territoire. Une solution que B.Y.T.E. développe est la promotion d'un sens de la propriété et de l'appartenance en offrant des possibilités d'être entendu. B.Y.T.E. a représenté la voix des jeunes à maintes reprises, lors de l'élaboration d'un plan de développement durable sur une période de cinquante ans adressé à la municipalité de Whitehorse, « et aussi en siégeant sur plusieurs comités municipaux, avec d'autres organismes ou des coalitions ».

La première fois que Rachel a pris connaissance de la définition de l'économie sociale, elle a immédiatement découvert un lien avec son travail au sein de B.Y.T.E.. « Si la définition de l'économie sociale n'avait pas existé, nous continueri-

ons d'œuvrer selon les cinq objectifs, car c'est ce qui définit ce que nous faisons ; il y a un lien solide entre les deux ». Même si Rachel est très enthousiaste à l'idée d'apprendre au sujet de l'économie sociale et de sa signification, elle sait aussi qu'il y a un besoin important de diffuser plus largement les concepts du secteur et son impact réel sur la vie des gens. « Je ne pense pas que l'homme de la rue ou encore monsieur ou madame Tout-le-monde connaissent l'économie sociale. Mais, est-ce qu'elle a une incidence sur ces personnes ? Oui. »

Rachel se dévoue à son travail ; elle est constamment à la recherche de moyens d'améliorer et de diversifier les programmes et la vision de B.Y.T.E.. Elle est optimiste quant à l'avenir de son organisme et aux objectifs que celui-ci s'est fixé pour l'amélioration des conditions de vie des jeunes du Yukon. « J'espère que le financement de B.Y.T.E. va augmenter pour que nous puissions atteindre plus de jeunes, mettre sur pied des ateliers sur mesures et les présenter dans plus de groupes communautaires. Enfin, j'espère tout simplement que B.Y.T.E. sera toujours fidèle à son objectif, soit être responsable au niveau social, environnemental et éthique. »

*Pour en apprendre plus sur le travail de Rachel au sein de B.Y.T.E., visitez : [www.yukonyouth.com](http://www.yukonyouth.com).*

# L'économie sociale, une mosaïque complexe

## avec Pascale Lavoie-Scott



*Pascale Lavoie-Scott est agente de développement économique de la Société de développement économique de la Colombie-Britannique (SDÉCB) à Victoria. La SDÉCB est un organisme qui représente les intérêts économiques de la communauté francophone de la province. Elle encourage l'esprit d'entreprise et fournit de l'assistance technique aux initiatives de développement économique communautaire par le partage d'information et la prestation de services de formation en matière de plans d'affaire et d'études de marché. La SDÉCB représente aussi le Réseau de développement économique et d'employabilité de la Colombie-Britannique, qui gère le programme de développement économique communautaire destiné aux francophones de la province. Par ailleurs, Pascale est membre du BC/Yukon Council du RCDEC et enseigne au Community Economic Development Centre de l'Université Simon Fraser.*

« Le ralentissement peut affecter l'économie sociale autant que l'économie de marché. Plus les personnes s'isolent dans les banlieues, plus elles s'éloignent les unes des autres, plus la communauté s'affaiblit et plus l'économie sociale ralentit. L'augmentation de l'individualisme effrite le capital social et met fin à l'économie sociale. »

« L'économie sociale est une mosaïque complexe constituée d'organismes populaires de la société civile, qui chacun à leur manière travaillent dans le but d'augmenter la maîtrise des communautés sur les ressources sociales et économiques », explique Pascale Lavoie-Scott. Mais, c'est aussi plus que le regroupement d'organismes et de leurs interactions. C'est intégré dans la façon dont les gens communiquent et vivent ensemble. « L'économie sociale c'est une autre façon de gérer les affaires, centrée sur les valeurs humaines qui forment les liens, la confiance et la réciprocité », ajoute-t-elle.

On définit souvent l'économie sociale par rapport à l'économie de marché ; il y a en effet des différences profondes, surtout en ce qui a trait à la structure organisationnelle et aux objectifs. Ces deux types d'économies ne s'excluent pas mutuellement et donc, en tant que consommatrice et consommateur, il peut être dif-

ficile de s'y retrouver. De la même manière, l'économie sociale n'est pas à l'abri des remous que peut connaître l'économie de marché. En effet, explique Pascale, « le ralentissement peut affecter l'économie sociale autant que l'économie de marché. Plus les personnes s'isolent dans les banlieues, plus elles s'éloignent les unes des autres, plus la communauté s'affaiblit et plus l'économie sociale ralentit. L'augmentation de l'individualisme effrite le capital social et met fin à l'économie sociale ».

Cependant, l'économie sociale montre, également, des signes de plus en plus nombreux de connectivité et de solidarité au sein des collectivités. Pascale, ses consœurs et ses confrères se rendent tous les jours un peu plus compte que la communauté joue un rôle considérable dans notre santé, nos moyens de subsistance et notre bonheur. Contrairement à d'autres systèmes économiques, l'économie sociale s'est avérée être particulièrement flexible dans sa manière de satisfaire les différents besoins de la communauté. Tout comme le travail de Pascale au sein de la SDÉCB a une grande importance pour la communauté qu'elle dessert, d'autres œuvrent pour l'amélioration des conditions de vie des groupes trop souvent marginalisés et mettent en œuvre un large éventail d'approches du développement de l'économie sociale.

Une des démarches clés de l'épanouissement de l'économie sociale est le développement économique communautaire (DÉC). Pascale s'explique: « L'économie sociale utilise le DÉC comme une méthode, un outil que les communautés peuvent utiliser en vue d'acquérir le contrôle de leur avenir. Ceci comprend une

*« L'économie de marché nous a laissé tomber. Lorsque tout échoue, vous prenez les choses en main. Eventuellement, la communauté trouve des solutions de l'intérieur et prend le contrôle. Les gens réagissent à certaines situations et circonstances de telle manière qu'ils créent l'économie sociale et souhaitent reconstruire le capital perdu. »*

méthode unique de faire des affaires, un objectif clair et un système de valeurs. Le DÉC s'inscrit dans le cadre de l'économie sociale. L'économie sociale est une super structure multidimensionnelle et complexe ; c'est un concept abstrait. Le DÉC représente le volet pratique et concret. »

Les universitaires, les praticiennes et les praticiens de l'économie sociale ont remarqué que le déclin des communautés est proportionnel à leur perte de contrôle sur l'économie locale. « Une recrudescence des dépressions, des sentiments d'isolement et de solitude » caractérisent les membres des communautés en difficulté, ajoute Pascale. « L'économie de marché nous a laissé tomber. Lorsque tout échoue, vous prenez les choses en main. Eventuellement, la communauté trouve des solutions de l'intérieur et prend le contrôle. Les gens réagissent à certaines situations et circonstances de telle manière qu'ils créent l'économie sociale et souhaitent reconstruire le capital perdu », explique-t-elle.

Même si nous possédons les preuves de l'efficacité du DÉC au sein des communautés et que l'économie sociale redonne aux membres de ces communautés la reconnaissance et la dignité qui leur sont dues, il n'est pas toujours facile de faire la promotion de ce mouvement en tant qu'alternative à l'économie de marché. L'un des principaux obstacles à la promotion de l'économie sociale est le suivant, déclare Pascale, « beaucoup de gens ne connaissent pas ce terme et donc ne s'identifient pas au concept. Ce terme ne fait pas partie du répertoire de la société canadienne dans son ensemble, alors que c'est exactement le genre de langage qui devrait inspirer les Canadiennes et les Canadiens ».

Pascale identifie un autre enjeu important : les différences profondes

entre les structures de l'économie sociale et celles du système gouvernemental actuel, qui ressemblent beaucoup plus à une organisation de style secteur privé. « En fait, vous êtes coincé dans cette tentative qui voudrait allier la décentralisation du mouvement, constitué de différents groupes défendant les mêmes objectifs, à un milieu où le pouvoir est excessivement centralisé », déclare Pascale.

« Nous avons encore énormément de travail à faire pour créer un milieu dans lequel l'économie sociale pourrait prospérer, s'épanouir, grandir et être appréciée par toutes les personnes concernées », affirme-t-elle. Elle ajoute, « c'est ce qui se passe de bien des manières par intérêts personnels et communautaires et de part les tensions palpables qui existent dans notre société ». Par ailleurs, Pascale nous rappelle que chaque mouvement social est précédé d'une période de malaise social.

« Nous vivons dans une société minée par le chômage, les inégalités, les disparités économiques ; nous sommes en présence d'une situation explosive, d'une société avide de changements », déclare Pascale. L'économie sociale offre une solution pacifique porteuse de changements sociaux, qui prône la volonté de travailler ensemble. « Pour moi, l'économie sociale c'est trouver l'équilibre, faire des choix, par exemple acheter dans des coopératives ou faire du bénévolat (...) tisser les liens, établir les contacts nécessaires à une communauté en santé ».

*Pour en apprendre plus sur le travail de Pascale au sein de la Société de développement économique de la Colombie-Britannique, visitez : [www.deccb.ca](http://www.deccb.ca).*

# La communication : l'âme cachée de l'économie sociale

## avec Silver Donald Cameron



*« Nous avons appris à dissocier la prospérité du gouvernement, ou du secteur public, ou encore du potentiel de l'économie sociale, mais au contraire à toujours l'associer à l'entreprise privée. »*

*Silver Donald Cameron est un auteur accompli. Il a écrit pièces de théâtre, films, scripts radiophoniques et télévisés, documents gouvernementaux, articles de magazines, livres et romans. Il a œuvré en tant que conseiller auprès de plusieurs sociétés, clients gouvernementaux et du secteur sans but lucratif. Silver Donald est également un instructeur reconnu de l'École des études communautaires du Collège universitaire du Cap-Breton, il a enseigné à l'Université de Dalhousie, à l'Université de Colombie-Britannique et à l'Université du Nouveau-Brunswick. Il a participé à la création de la chaîne de télévision communautaire de l'Île Madame et de Development Isle Madame, une entreprise communautaire sans but lucratif créatrice d'opportunités économiques et communautaire. Il a été vice-président de la Writer's Union of Canada, l'un des administrateurs de la North Isle Madame Credit Union et le premier directeur général du Centre Bras d'Or de Baddeck, Nouvelle-Écosse. Il possède et gère deux entreprises : Paper Tiger Enterprises Ltd. et Arichat Apartment Rentals Ltd. dans sa ville natale, D'Escousse, au Cap-Breton.*

L'engagement de Silver Donald Cameron dans le domaine de l'économie sociale remonte à son enfance. Ses parents, tous deux enseignants, lui ont appris très tôt qu'il était important de faire sa part dans ce monde. Cette compréhension du service public s'est développée à son entrée à l'université où il s'est engagé dans le mouvement pacifiste des années 60 et à son arrivée à Halifax qui a marqué le début de son amitié avec des personnes telles que l'ancien maire de la ville, Allan O'Brian, et l'actuel député, Alexa McDonough.

La force de Silver Donald réside dans son extraordinaire habilité à communiquer. « Je suis un communicateur », explique-t-il, « je communique la communauté ». Il a dévoué sa vie à l'écriture et aux mé-

dias radiophonique et télévisé, mû d'une part par le pur plaisir personnel que procurent ces deux moyens d'expression et d'autre part par le profond désir d'informer et d'engager la communauté. Cependant, il constate qu'à l'heure actuelle le secteur privé a le monopole des médias. « Les entreprises privées ont fait un excellent travail de diffusion en propageant une image du monde qui leur est favorable », déclare-t-il. « Nous avons appris à dissocier la prospérité du gouvernement, ou du secteur public, ou encore du potentiel de l'économie sociale, mais au contraire à toujours l'associer à l'entreprise privée. »

Les praticiennes et les praticiens de l'économie sociale ont du pain sur la planche en termes d'éducation et d'inspiration et il leur faudra utiliser tous les moyens de communication. « Le succès de l'Île Madame réside, du moins en partie, dans le fait que son histoire a été écrite par un auteur professionnel », déclare-t-il. Mais, les écrits de Silver Donald ne sont pas les seuls responsables. En 1994, devant l'écrasante primauté de la télévision en tant que source et réseau principal d'information dans sa communauté bilingue, Silver Donald prend les devants et mène la création de Telile, une station de télévision communautaire qui continue de porter ses fruits.

Se doter d'un pragmatisme à toute épreuve est un autre ingrédient nécessaire au succès du secteur de l'économie sociale. Silver Donald en a été directement témoin alors que le moratorium sur la pêche frappait le Canada atlantique. « C'est notre dure réalité et la compréhension profonde de notre communauté qui nous ont permis de survivre. Les poisons ne sont toujours pas de retour, mais les

*« Si vous n'avez pas de bonnes communications, vous ne pouvez pas mettre en place une action collective efficace. »*

gens ont trouvé d'autres moyens de subvenir à leurs besoins et même de prospérer », affirme-t-il. Les leaders de l'Île Madame avaient prévu l'effondrement de la pêche et avaient déjà commencé à développer de nouvelles entreprises et des occasions de formation. Lorsque le moratorium est entré en application, les îliennes et les îliens avaient déjà entamé de nouveaux projets.

« L'économie sociale, c'est la survie », affirme-t-il. « L'effondrement de la pêche à la morue aurait pu se traduire par l'effondrement de toute la communauté. Mais, c'est justement notre réel investissement dans la communauté, dans la personne et non pas dans le profit, qui nous a permis de remplacer ces licenciements par des emplois comparables. Sans l'économie sociale, il n'y aurait pas cette prospérité relative. »

L'aquaculture, le tourisme et la construction navale illustrent quelques-unes de ces initiatives. Ceci n'est que la surface du développement économique communautaire, « les gens eux-mêmes évoluent lorsque la communauté accomplit le travail nécessaire pour qu'elle prenne en main son avenir », dit-il. Les compétences et l'imagination foisonnent dans chaque communauté, et forment les prémices qui forgent le sens du développement durable et d'un système de valeurs. Une partie de cet enjeu réside dans la transformation d'un développement économique passif, qui consiste, par exemple, à importer des employeurs de l'extérieur de la communauté, en un développement économique plus actif, qui reconnaît les compétences et les intérêts de la communauté et crée des opportunités pour le développement des

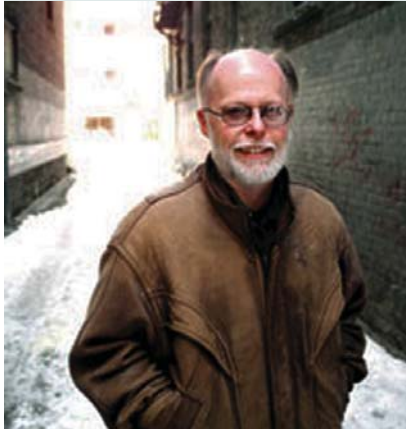
compétences en employabilité et de l'entreprise locale.

Tout ceci demande bien sûr des prouesses en communications, en particulier au sein même de la communauté, mais aussi avec les acteurs sociaux qui nous soutiennent ailleurs, par exemple les agences gouvernementales, les partenaires potentiels, les marchés, etc. « Si vous n'avez pas de bonnes communications, vous ne pouvez pas mettre en place une action collective efficace », rappelle Silver Donald.

« Ce que je préfère en économie sociale est que les gens font toutes ces choses pour les bonnes raisons », dit-il. « Au lieu de provoquer des dommages par inadvertance, nous nous sommes investis dans un travail bénévole pour nos propres communautés. L'économie sociale, c'est d'abord fournir les biens et les services dont les gens ont besoin ; il ne s'agit pas de s'engager dans la course au profit ».

*Pour en apprendre plus sur le travail de Silver Donald, visitez : [www.silverdonaldcameron.ca](http://www.silverdonaldcameron.ca).*

# L'accumulation de petites réussites avec Jim Silver



« Nous partageons le travail et nous travaillons ensemble. C'est ce que je pense du DÉC et de l'économie sociale et c'est aussi la raison pour laquelle j'aime ce mouvement. »

*Jim Silver est professeur à temps plein à la faculté de politique de l'Université de Winnipeg et co-directeur du nouveau programme Urban and Inner-City Studies (études urbaines et des quartiers centraux). Le plan d'études de ce nouveau programme est fortement ancré dans le développement communautaire et vise à attirer des étudiantes et des étudiants non traditionnels tels que des résidentes et des résidents des quartiers centraux, des personnes autochtones vivant en milieu urbain, des membres des communautés immigrante et réfugiée. Jim est aussi un membre fondateur du Centre canadien de politiques alternatives du Manitoba (CCPA-MB) et est très impliqué dans les initiatives relatives aux quartiers centraux de Winnipeg. Il est très actif dans le développement du logement abordable avec la North End Community Renewal Corporation et a publié une étude sur des projets de logements sociaux. Jim a également aidé à mettre sur pied un centre de ressources à l'emploi et un centre d'apprentissage pour les adultes qui offre des programmes équivalents à la 12e année destinés aux adultes. Ces centres offriront bientôt des services de garderies et des programmes d'éducation et de soutien à l'intention des parents.*

Jim Silver s'intéresse, très tôt, à l'économie sociale et au développement économique communautaire (DÉC) comme moyen d'assurer la justice sociale. Il a grandi dans une famille de la classe ouvrière, entouré de parents syndiqués qui soutenaient la Co-operative Commonwealth Federation (CCF) et plus tard le Nouveau parti démocratique. Il a tout juste vingt ans lorsqu'il se rend en Afrique pour un programme de bénévolat avec CUSO. « Cette expérience a attisé ma curiosité », raconte-t-il, « je me demandais pourquoi des gens si intelligents et si travaillants vivaient dans une telle pauvreté ». Jim a fait son doctorat sur les politiques de développement en Afrique, et puis il a bouclé la boucle. « Je me suis inté-

ressé aux mêmes enjeux, mais ici, dans les quartiers centraux de Winnipeg », déclare-t-il.

Pour Jim, l'économie sociale c'est donner aux gens les opportunités et le soutien dont ils ont besoin pour se prendre en charge. L'économie sociale est une action populaire, collective et axée sur les communautés. « Je travaille face à face avec les membres de la communauté », ajout-t-il. « Nous partageons le travail et nous travaillons ensemble. C'est ce que je pense du DÉC et de l'économie sociale et c'est aussi la raison pour laquelle j'aime ce mouvement. »

Cependant, Jim reconnaît que son travail au sein de l'économie sociale n'entraîne pas de changements rapides ou d'exploits grandioses. « La plupart du temps, le travail de développement communautaire dans les quartiers centraux amène de petites victoires qui font partie d'un ensemble plus grand », dit-il et d'ajouter : « La persévérance et l'accumulation de ces petites victoires, c'est ça qui fait la différence. »

Tous ces efforts s'accumulent vraiment. Le CCPA's State of the Inner City Report 2007 (rapport 2007 du CCPA sur l'état des quartiers centraux), auquel Jim a contribué, montre que les organismes communautaires ont un impact positif sur les conditions de vie des Winnipegaises et des Winnipegois. Parfois, cette amélioration se mesure par l'augmentation de l'estime de soi ou encore par l'augmentation du taux de bénévolat des membres de la communauté dans des organismes locaux. Les centres d'éducation aux adultes ont souvent un impact considérable sur les conditions de vie ; là où les méthodes conventionnelles ont échoué, les stratégies d'apprentissage créatives et innovatri-

« *L'implication communautaire est bénéfique à mon travail universitaire. Mon implication dans la communauté a amélioré la qualité de mon enseignement.* »

ces fonctionnent bien.

Au cours des dix dernières années, Jim a élaboré une méthode de recherche particulière, développée à partir de son expérience de travail avec les membres de la communauté et les organismes. « Mon militantisme communautaire s'est transformé en recherche et cette dernière alimente à son tour la communauté », dit-il.

Les cours offerts aux résidentes et aux résidents des quartiers centraux de Winnipeg, via le programme d'études urbaines et des quartiers centraux de l'Université de Winnipeg, permettent à Jim de développer de nouvelles compétences et connaissances avec les personnes de ces quartiers et en même temps d'améliorer ses propres connaissances des problèmes inhérents aux quartiers centraux. « Je pense que tout est lié », déclare-t-il, « l'implication communautaire est bénéfique à mon travail universitaire. Mon implication dans la communauté a amélioré la qualité de mon enseignement ».

À Winnipeg, la communauté progressiste, la communauté universitaire et la communauté du DÉC travaillent en étroite collaboration, une collaboration indispensable à l'épanouissement du mouvement de l'économie sociale. « Les universités ont des ressources importantes et si nous pouvons diriger leurs intérêts vers l'économie sociale, je dirais qu'en général c'est positif. »

Cependant, il est parfois difficile de trouver une vision commune de l'économie sociale. Comme le fait remarquer Jim, l'économie sociale est « une grande tente sous laquelle se rassemblent des personnes avec des orientations idéologiques différentes, ce qui peut être problématique. Par exemple, en ce qui me concerne, je n'ai aucun intérêt à savoir que quelqu'un vient de démarrer une nou-

velle entreprise de gadgets miniatures et que les profits annuels atteignent 13 000 \$. Je ne pense pas que ce soit particulièrement inspirant, mais ce type d'orientation coexiste sous cette grande tente ».

Néanmoins, beaucoup d'organismes et de praticiennes et praticiens font des progrès vraiment positifs, en élaborant de nouvelles opportunités d'emploi, en développant de nouvelles compétences et en trouvant de nouveaux moyens de travailler ensemble. Malgré les différences idéologiques qui peuvent exister au sein de l'économie sociale, le mouvement garde le même objectif c'est-à-dire mettre fin à la pauvreté qui affecte tant de gens. Pour Jim l'objectif reste aussi le même, « plus d'égalité pour tout le monde et être capable de vivre en toute dignité ».

*Pour en apprendre plus sur le travail de Jim au sein du programme Urban and Inner-City Studies de l'Université de Winnipeg, visitez : [www.uwinnipeg.ca/index/urban-inner-city-studies-index](http://www.uwinnipeg.ca/index/urban-inner-city-studies-index). Pour en apprendre plus sur ses recherches avec le CCPA, visitez : [www.policyalternatives.ca](http://www.policyalternatives.ca).*



# Marcher de façon autonome avec Roberto Lay



*Roberto Lay est directeur général de l'Institut pour le développement et la paix en Amazonie (IDPA), une ONG pour la justice sociale située à San Martin, au Pérou. Né à Macao, ancienne île portugaise, de parents d'origines chinoise, mexicaine et péruvienne, Roberto a énormément voyagé en Amérique latine avant de s'installer à Tarapoto au Pérou. Son engouement pour la culture amazonienne l'a amené à être un vigoureux défenseur de cette cause. Au début des années 90, il était l'un des premiers à dénoncer les violations des droits de la personne reliés à l'implication du gouvernement de Fujimori dans le trafic de drogue de la région. Pendant plus de trente ans, il s'est investi dans la promotion du développement communautaire durable fondé sur la sécurité alimentaire et l'autonomisation des collectivités.*

« Tout d'abord, il nous fallait produire ce dont nous avons besoin, c'est-à-dire des récoltes destinées à notre propre consommation. Ensuite, il nous appartenait d'identifier laquelle de ces récoltes pourrait nous aider à être productifs sur le marché. »

« L'économie ainsi que la poursuite de la réussite économique sont nécessaires. Cependant, le problème est que la poursuite de cette réussite se fait au détriment de toutes autres considérations. Les fruits du succès économique sont accumulés et ne sont pas redistribués uniformément. Il est donc maintenant important de mettre cette redistribution en œuvre. Un moyen d'effectuer cette redistribution est l'économie sociale, par laquelle les activités économiques sont intégrées dans un modèle fait de valeurs solidaires, font parties intégrantes des personnes impliquées et sont imprégnées dans leur cœur. »

Lorsque Roberto a déménagé à Tarapoto, la région traversait une période de ralentissement économique. Les gens faisaient la queue pour acheter du sucre, du riz et d'autres produits de première nécessité, alors que « les produits locaux pourrissaient dans les champs, car leurs prix étaient tellement bas qu'il ne valait pas la peine d'en faire la récolte », explique Roberto Lay.

Pour pouvoir satisfaire leurs be-

soins essentiels et dans la plus grande indifférence du gouvernement, les fermières et les fermiers se sont mis à la culture de coca, une plante dont on produit la cocaïne. Le montant des revenus provenant du trafic de drogue est phénoménal et entraîne délinquance, violence et corruption du secteur public. Cette situation est aussi idéale pour la prolifération de groupes armés tels que le Mouvement révolutionnaire Túpac Amaru (MRTA) et le Sentier lumineux, auxquels le gouvernement a répondu par une militarisation accrue de la région, qui a débouché sur un conflit armé régional. Les civils résidant dans la région ont été, comme c'est souvent le cas, les plus grandes victimes de ce conflit. Ils ont fui leur communauté rurale pour s'installer à Tarapoto. Les 15 quartiers de Tarapoto se sont multipliés en un temps record. Tarapoto compte maintenant 100 quartiers, qui manquent tous de services et d'infrastructures de base.

L'Institut pour le développement et la paix en Amazonie (IDPA) a été créé en 1993 en réponse aux conditions d'extrême pauvreté de ces personnes déplacées dans leur propre région. Au fur et à mesure, l'équipe de l'IDPA a réalisé que pour réussir leur mission, elle avait tout d'abord besoin de prendre en considération les besoins spécifiques des collectivités et de gagner le soutien complet et la participation directe des membres de ces collectivités.

« Notre objectif était de définir les aspects sur lesquels nous pourrions travailler ensemble », déclare Roberto Lay. Après beaucoup de réflexions, d'essais et d'erreurs, l'IDPA a convenu de favoriser une approche de développement basée sur la sécurité alimentaire. « Tout d'abord, il nous

*« C'est comme un enfant qui dirait à son père: Tu sais, je ne veux plus que tu me tiennes la main ; je veux marcher toute seule. » »*

fallait produire ce dont nous avions besoin, c'est-à-dire des récoltes destinées à notre propre consommation. Ensuite, il nous appartenait d'identifier laquelle de ces récoltes pourrait nous aider à être productifs sur le marché. » Un élément clé de la proposition de développement agricole résidait dans la diversification de la production, afin de pouvoir satisfaire les besoins des familles vivant en milieu rural durant les périodes de faible productivité.

Les changements amenés par les nouvelles méthodes de production ne pouvaient pas se limiter uniquement à l'aspect technique, ils devaient être accompagnés de changements radicaux des valeurs qui recréeraient et rétabliraient des relations communautaires basées sur la solidarité et l'aide mutuelle, dans le respect et le rétablissement de l'identité amazonienne.

Le concept du Choba Choba représente ce genre de changement, qui joue un rôle central dans l'approche de l'IDPA et dans le rétablissement du modèle de solidarité amazonien. Le Choba Choba est un système d'aide mutuel dans lequel chaque personne travaille au bénéfice de tout le monde. « La solidarité exprimée dans le Choba Choba est une unité amazonienne qui produit de la nourriture, nettoie les champs, sème, récolte et partage les compétences et la technologie par un regroupement social amical. L'idée peut être résumée en une phrase : “ je t'aide ; tu m'aides ” », explique Roberto Lay.

Avec ce type de structure, il est d'autant plus important de se prémunir du soutien de secteur public. « Nous croyons que l'économie solidaire ne peut pas réellement être mise en place sans une implication authentique de la sphère publique, sans son consentement à des engagements communs. » Les magasins et les foires

solidaires, deux activités véhiculant la culture et la consommation locales, sont des exemples d'engagements communs entre les collectivités et le gouvernement que l'IDPA a aidés à mettre en place.

Pour Roberto Lay, l'économie sociale réduit en quelque sorte la distance entre les producteurs et les consommateurs et entre ces groupes et leurs gouvernements locaux. C'est un processus de coordination continue entre les personnes qui permettent aux communautés de contrôler leur propre développement et de regagner leur souveraineté économique.

« Consommer ce n'est pas seulement engoutir ou s'engraisser. Ça n'aurait pas de sens, pas de raison d'être ! Au contraire, la consommation, au bon sens du terme, représente des occasions de développer de nouveaux potentiels en solidarité avec les productrices et les producteurs et avec les personnes qui élaborent de nouvelles solutions de rechange pour leur pays, leur région et pour le monde entier. C'est ça la consommation équitable : soutenir les collectivités dans la création de leurs propres économies, de leur propre développement. De cette manière, les collectivités apprennent à marcher de façon autonome. C'est comme un enfant qui dirait à son père : “Tu sais, je ne veux plus que tu me tiennes la main ; je veux marcher toute seule.” C'est l'essence même de l'économie sociale. Marcher de façon autonome. »

*Ce témoignage est un résumé d'un article de fondateur qui sera bientôt disponible sur le site Web du RCDEC [www.ccednet-rcdec.ca](http://www.ccednet-rcdec.ca).*